

## Burundi : Une fausse bande-annonce pour sur "un massacre à huis clos"

Libération, 15 novembre 2016 Burundi : «Comment attirer l'attention sur un petit pays africain menacé de génocide ?» Un cri d'alarme pour un pays où l'on massacre à huis clos : tel est le sens de la campagne lancée ce mardi par la Fédération internationale des droits de l'homme sur la situation tragique du pays. «Notre film est un peu provocant ? Peut-être. Mais au fond, l'essentiel c'est de faire réagir», souligne Florent Geel en grillant une dernière cigarette devant le cinéma Le Louxor, nouveau temple du septième art dans le quartier de Barbès à Paris. Ce n'est pas tous les jours que la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) convie les journalistes à projection d'un trailer qui copie le style des blockbusters hollywoodiens. Une bande-annonce qui obéit aux règles du genre, mais s'achève sur la mention : «Le seul film dont il faut empêcher la sortie.» Et pour cause : son titre, «Génocide au Burundi. Et son pseudo-auteur pas si fictif : Pierre Nkurunziza, l'actuel président du pays, qui en forçant le destin pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir, a plongé le Burundi dans un cauchemar de violences. Une répression aveugle qui depuis avril 2015 s'intensifie sans cesse, franchissant à chaque fois de nouvelles étapes de la pire. Le 22 septembre, un rapport de l'ONU utilisait pour la première fois ce mot symboliquement lourd de sens : «Génocide». Il n'a pas encore eu lieu, même si la liste des morts, des personnes détenues ou disparues, cesse de s'allonger. Même si la torture, qualifiée de «correction» est systématique. En réalité, «tous les indices d'une drève génocidaire sont là», s'inquiète Florent Geel, qui couvre le continent africain pour Libération. «Massacre à huis clos» D'après l'idée de cette fausse bande-annonce qui reprend les codes du cinéma pour alimenter l'opinion publique et la communauté internationale sur «un massacre à huis clos» dans ce minuscule pays de l'est des Grands Lacs, où les journalistes et les observateurs des droits de l'homme ne sont plus les bienvenus. D'ailleurs depuis la publication du rapport de l'ONU, les enquêteurs qui avaient rédigé ont été déclarés à personne ne l'agence des droits de l'homme des Nations unies a été priée de plier bagage. Le film, ou plutôt le clip, ne contient aucune image violente. Ce qui empêchera pas certains de lever les yeux au ciel en suggérant un procès à l'«racoleur». «Mais comment fait-on aujourd'hui pour attirer l'attention sur un lointain petit pays africain menacé de génocide ?» à l'instigation de Florent Geel. «Génocide au Burundi» sera diffusé sur les réseaux sociaux (#StopTorture) sur le site d'Allociné, dans certaines salles de cinéma parisiennes mais aussi sur un écran géant à Times Square à New York ce mardi, alors que le rapport de la FIDH sur le Burundi devait être convoqué aux Nations unies. Bien plus que le film, c'est ce rapport de synthèse sur la genèse du drame burundais et son rôle génocidaire qui est au cœur de la campagne que lance la FIDH pour tenter de rompre l'indifférence et l'apathie de cette étrange entité appelée «communauté internationale». Depuis soixante-dix ans, le mot «génocide» est devenu un mot contraignant pour cette dernière, impliquant l'impérieuse nécessité d'agir. «Nous ne l'employons pas à l'égard de la FIDH», rappelle la conférence de presse organisée au Louxor. «La dernière fois c'était en 1993», ajoute-t-il. A l'époque, le génocide en comparaison au Rwanda. Résultat : 800 000 morts en seulement trois mois en 1994. Le même phénomène est-il en train de se reproduire vingt-deux ans plus tard au Burundi, pays voisin du Rwanda ? Pas exactement même si les similitudes existent. Ne serait-ce que parce que dans un cas comme dans l'autre «la connotation ethnique» est un leurre qui cache des enjeux bien plus politiques. «Paranoïa du régime» Au Burundi, tout débute au printemps 2015 : après avoir achevé les deux mandats autorisés par la Constitution la tête de l'Etat, le président Pierre Nkurunziza refuse de quitter le pouvoir et va bientôt changer la loi fondamentale pour pouvoir rempiler. Provoquant ainsi d'immenses manifestations, principalement à Bujumbura, la capitale. Elles seront férocement réprimées. Puis un quarteron d'officiers opposés au passage en force du Président tentera en mai 2015 un coup d'Etat qui va échouer. «Ce sera le déclencheur de la paranoïa du régime», explique Florent Geel. «De la répression des manifestations, on passe alors à la répression massive de la population.» Mais pour légitimer cette violence d'Etat, la propagande va de plus en plus stigmatiser la minorité tutsie. Tentant ainsi de susciter l'«union sacrée» de la majorité hutue. «Ce qui est tragique, c'est que le régime Nkurunziza instrumentalise ainsi l'histoire en essayant de revivifier de mauvais souvenirs d'une guerre civile qui fait plus de 300 000 morts en dix ans. Son leitmotiv c'est "Autrefois les Tutsis avaient le pouvoir et aujourd'hui ils veulent le reprendre. Agissons avant qu'ils nous tuent"», dit encore Florent Geel. En réalité, la propagande ne prend pas tant que ça. Les Burundais ont encore en mémoire les ravages de la guerre civile et ne se laissent plus subjugués par les faux-semblants ethniques. C'est la raison pour laquelle le régime a recours, au côté des forces de sécurité, à des milices, les Imbonerakure, lesquels s'emparent de la terreur sur les collines. «Aujourd'hui, on peut être arrêté sans justification, torturé puis disparaître sans laisser de traces», dit Anschaire Nikoyagize, président d'Imbonerakure, la plus ancienne organisation de défense des droits de l'homme burundais. Il a aussi été à la tribune du Louxor. Troisième vague de répression massive Comme l'éclosion massive de militants des droits de l'homme et des journalistes indépendants, il a dû fuir son pays, n'oublie pas qu'une de ses collaboratrices a disparu un beau matin sans laisser de traces. Depuis Kampala, en Ouganda, où il vit désormais, Anschaire Nikoyagize continue tant bien que mal à collecter des informations grâce à de courageux bénévoles qui risquent leurs vies en brisant le silence imposé par les autorités. Lesquelles ont également tiré les leçons de la troisième vague de répression massive (après les manifestations et après la tentative de coup d'Etat) en décembre 2015 : «Plus de 150 personnes ont alors été exécutées à bout portant en quelques jours. L'indépendance internationale a été pour la première fois très forte et audible. Depuis, les autorités agissent plus discrètement. On ne tue plus massivement mais ici et là, chaque jour», souligne Florent Geel. Reste des signes qui ne trompent pas : en chassant les enquêteurs de l'ONU, mais aussi en décidant de se retirer de la Cour pénale internationale (CPI), le régime Nkurunziza a franchi depuis un mois, un nouveau seuil», constate le responsable Afrique de la FIDH. Et puis il y a cette décision administrative, également récente, qui renforce encore les inquiétudes : le président du Sénat vient d'ordonner le recensement ethnique de tous les fonctionnaires dans les administrations et services publics. «Quand on fait des listes c'est pour s'en servir», résume Florent Geel. D'autres et d'autres,

demi, on compte plus d'un millier de morts, plus de 8 000 arrestations et entre 300 à 800 disparitions. «C'est de ce qu'on sait», précise Geel. Qui arrêtera Pierre Nkurunziza dans sa spirale meurtrière ? «Born again» vangaliste, convaincu que son destin est un choix de dieu, l'homme fort du pays vit lui-même isolé dans son fief provincial, loin de la capitale Bujumbura, à Gitega, qu'ils envisageraient d'ériger en nouvelle capitale d'un pays économiquement ruiné et paralysé par la peur. En paraphrasant la bande-annonce d'un autre film célèbre, on peut constater : «Sur les collines, personne ne vous entend crier.» Par Maria Malagardis